

EXPLIQUE MOI LA GÉOPO'

N°5

E  
M  
L  
G



# Mexique : du sang dans le guacamole

DUBAI 2023

Ukraine : on fait le point sur le conflit

COP 28 : qu'en dit la presse internationale ?



1,99€

30 NOV - 6 DEC 2023

# SOMMAIRE

## DOSSIER - P.4

- L'ombre des cartels sur l'or vert mexicain
- Une "géopolitique de l'avocat" ?  
L'analyse d'un spécialiste des questions agricoles

## AMERIQUE - P.7

- Portrait : qui était Henry Kissinger ?
- L'Amérique renforce sa présence en Angola

## EUROPE - P.9

- L'Allemagne juge un crime contre l'humanité
- Conflit russo-ukrainien, où en est-on ?

## ASIE - P.11

- Un aéronef américain s'écrase dans le Pacifique, le Japon proteste
- Myanmar : les insurgés font de la résistance

## AFRIQUE - P.6

- Le Niger abroge une loi interdisant le trafic de migrants
- Une enquête ouverte au Mali contre des chefs terroristes

## FOCUS PHOTO - P.8

L'art de la Résistance : quand des soldats ukrainiens reproduisent un tableau

## FRANCE - P.10

- Un ministre appelé à la barre, fait rare en Europe
- Ouzbékistan, les Rafale en vue

## REVUE DE PRESSE - P.12

COP 28, qu'en disent les journaux ?





Cléo Vignat

→ Un mot de notre cheffe de rédaction

Ce dimanche, Jordan Bardella, le président du parti Rassemblement National s'est envolé pour Florence. L'y attendaient ses alliés, les partis d'extrême-droite européens. Ce que l'on retient de ce week-end : des propos islamophobes, transphobes, et même complotistes. Enfin du renouveau ! D'ailleurs, à la sortie de la conférence, Martin Helme, dirigeant du Parti populaire conservateur d'Estonie a donné une émouvante leçon d'humanité : « L'immigration de masse a montré qu'elle était un désastre pour les peuples européens. Son bilan mortel augmente chaque jour. » a-t-il fièrement avancé. En effet, ne tuent que les immigrés, c'est bien connu. Sa solution ? Fermer les frontières. À droite, on envoie presque les croisières que s'offrent – en s'endettant pour des années – les migrants sur les luxueux esquifs des passeurs. Ces embarcations qui permettraient à 20 personnes de traverser un fleuve, mais qui doivent amener le triple à l'autre bout d'une mer. En fermant la porte du continent, c'est évident, les migrants feront demi-tour. Mais Martin Helme est béni, son prédécesseur au parti, et père dans le même temps, est aussi un adepte du vivre-ensemble. En 2020, il s'était dit « pas très amical » envers les homosexuels, et les appelait même à fuir vers la Suède. Mais la France peut souffler, aucune sortie de route du côté du président du RN. On croirait presque que le parti est forcé de participer à ces meetings. Travailler le dimanche, ce n'est pas très identité française...

## Rédaction

47 r Serg Michel Berthet,  
69009 Lyon  
Tél : 06 75 77 32 62  
Questions à la rédaction :  
expliquemoilagepopo@gmail.com

## Directeur de publication

Patrick Girard

## Rédacteur en chef

Cléo Vignat

## Rédacteur en chef pôle réseaux sociaux

Joris Rollier

## Secrétaires de rédaction

Timothée Thomas-Collignon et  
Rebecca Sannino

## Maquettiste

Antonin Rollion

## Dossier

Alexandre Pérou et Alicia Tounier

Crédit Une : Reuters / Alan Ortega | AFP / Giuseppe CACACE

## Amérique

Arno Souadia et Timothée  
Thomas-Collignon

## Asie

Timothée Thomas-Collignon et  
Lila Rollet

## Afrique

Alexandre Pérou et Arno Souadia

## Europe

Joris Rollier et Flavie Roussel

## France

Rebecca Sannino et Joris Rollier

## Focus Photo

Rebecca Sannino

## Revue de presse

Sacha Rannou



Timothée



Lila



Alexandre



Marny



Flavie



Rébecca



Joris



Arno



Antonin



Alicia



Manon



Sacha



@expliquemoilagepopo



@EMLGbyISCPA

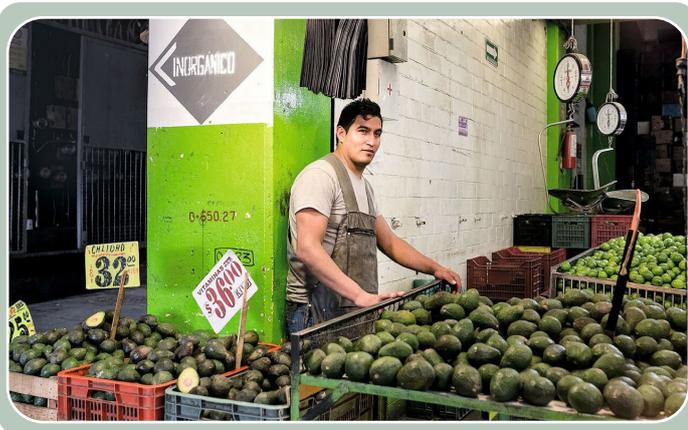


## Mexique : du sang dans le guacamole

Chaque année, des millions de tonnes d'avocats sont produits au Mexique. Entre désastre social et environnemental, les problèmes liés à « l'or vert » ont largement dépassé les frontières du Mexique...

En octobre, l'un des plus puissants cartels mexicains, le CJNG (Cartel Jalisco Nouvelle Génération) s'est initié au commerce du citron vert. Une unité militarisée a spécialement été créée pour extorquer les fermiers producteurs du fameux agrume. Mais le citron n'est pas le seul produit concerné. Avec plus de deux millions de tonnes exportées chaque année dans le monde, l'avocat mexicain est devenu un produit star dans l'alimentation de millions de personnes. De quoi attirer l'attention des organisations criminelles. Parmi les plus gros consommateurs, les États-Unis importent 80% de la production mexicaine. Ils sont suivis par l'Europe, avec 10%. Particulièrement apprécié pour sa chair tendre, ce fruit est pourtant à l'origine d'un véritable désastre. Dans certains États du Mexique, comme au Michoacán, beaucoup de gens dépendent de la production d'avocats. À Tancítaro, capitale mondiale de « l'or vert », c'est un habitant sur deux qui le cultive.

### Mafias ou avocats ?



Un vendeur sur le marché de gros de Mexico en 2018 © Panoramic

Ce marché rapporte près de 2,5 milliards de dollars chaque année. Un business florissant pour le Mexique, devenu le plus gros exportateur du monde, mais qui attire surtout l'attention des **mafias et des cartels**. Ces derniers, très puissants et influents, exigent leur part du gâteau et font régner un climat de terreur et une cruauté extrême. Les producteurs, qui vivent dans la peur, doivent reverser 10% de leurs bénéfices aux organisations de la drogue. Les familles qui ne payent pas sont menacées, voire exécutées. Pour lutter contre les cartels, de plus en plus de producteurs mexicains prennent les armes. À Tancítaro, ils se sont désormais équipés de kalachnikovs et de gilets pare-balles, qu'ils portent dans les rues.

### Des répercussions internationales

Ces perturbations dans la production d'avocats, perpétrées par les organisations mafieuses, entraînent aussi des conséquences internationales. Le 11 février 2022, les États-Unis, plus grands consommateurs du monde, suspendaient les importations pendant une semaine. En cause, un inspecteur américain qui effectuait un contrôle sur les normes d'exportation qui s'est vu menacé par des trafiquants de drogue. Cette décision a eu un impact significatif sur l'économie mexicaine. 300.000 producteurs se sont vu impacter par cette décision. L'affaire a même fait réagir le président mexicain Andrés Manuel López Obrador, qui accusait les États-Unis d'avoir pris cette décision pour des raisons commerciales : « Il y a beaucoup d'intérêts en jeu, économiques et politiques. Il y a d'autres pays qui veulent vendre leurs avocats, alors ils font du lobbying, ils cherchent des sénateurs, des fonctionnaires et tout ce qu'ils pourraient trouver pour nous mettre des obstacles. »

Ces dernières années, les cartels sont devenus si puissants que certains spécialistes internationaux ne souhaitent plus s'exprimer sur la question, de peur des représailles : « Je ne souhaite pas évoquer de nouveau le sujet de la culture de l'avocat. C'est un sujet trop polémique, je ne veux pas me mettre en danger » nous avouait Mercedes Ahumada, conférencière et spécialiste de la gastronomie mexicaine.

Alexandre Pérou et Alicia Tournier



Des membres du groupe d'autodéfense Pueblos Unidos montent la garde pour protéger les plantations d'avocats © AFP

### Lexique :

« L'or vert » : surnom donné à l'avocat

**Mafias et cartels** : organisations très puissantes qui produisent et vendent de la drogue.

## « L'avocat, un trésor vert aux enjeux mondiaux »

Bruno Parmentier, ingénieur économiste et conférencier émérite dans les domaines agricoles et alimentaires, apporte son expertise en tant que professionnel de la presse et de l'édition. Ancien directeur de l'École Supérieure d'Agronomie d'Angers, il met en lumière les enjeux mondiaux de l'exportation de l'avocat, tissant des liens entre géopolitique, COP et conscience alimentaire.



© Bruno Parmentier

### 1) Peut-on parler d'une géopolitique de l'avocat ?

« L'avocat peut sembler anodin, mais il est devenu un enjeu géopolitique. Le fruit touche à la fois aux intérêts économiques, environnementaux et sociaux, ce à l'échelle mondiale. C'est une culture agricole lucrative, en particulier en Amérique latine, en Afrique et en Asie. Pour les pays producteurs, la demande mondiale croissante a été vue comme un moyen d'accroître les exportations et d'améliorer la balance commerciale. Mais les fluctuations des prix peuvent avoir un impact significatif sur les revenus nationaux et les conditions de vie des agriculteurs locaux, ce qui peut susciter des tensions et des problèmes sociaux. »

### 3) Le transport de l'avocat est-il problématique ?

« Pas tellement, puisque la plupart de nos avocats sont issus du transport maritime. Quand on analyse le transport par bateaux, on constate que la pollution est moindre par rapport à celle de l'avion et des camions par exemple. Le véritable problème réside plutôt dans l'utilisation de l'éthylène pour le mûrissement artificiel des avocats. Son utilisation contribue aux émissions de gaz à effet de serre. Et les chambres de mûrissement nécessitent souvent une régulation stricte de l'humidité et de la température, c'est une consommation importante d'énergie. »



### 2) Avec la COP en cours, pensez-vous que la question de l'avocat sera soulevée ?

« Des voix soulèveront probablement cette question, mais je doute que l'avocat soit une priorité à la COP. Les pays vont plutôt s'étriper sur la fin du gaz et du pétrole. Côté environnement, c'est sûr que l'exportation des avocats est un désastre écologique. Faire pousser un kilo de ce fruit nécessite entre 1000 et 2000 litres d'eau, soit huit fois plus que pour un kilo de tomate ou de salade. Il est également à l'origine d'une énorme déforestation. Ces problèmes environnementaux et sociaux peuvent avoir des répercussions sur la stabilité politique des régions productrices. »

### 4) Parlons du marché de l'avocat. Pensez-vous qu'il y a un je-m'en-foutisme de la part des Européens quant à la provenance de ce qu'ils mangent ?

« Certains Européens peuvent effectivement ne pas accorder une grande importance à la provenance de leurs aliments, se concentrant davantage sur la disponibilité, le goût et le coût. Dans une société où l'accès à une variété d'aliments toute l'année est devenu la norme, la connaissance détaillée de la provenance de chaque produit peut ne pas être une préoccupation majeure pour tout le monde. Il existe également un nombre croissant de consommateurs soucieux de l'origine de leur nourriture. Les conditions de travail des agriculteurs, la durabilité environnementale... ces préoccupations peuvent influencer les choix alimentaires de certains consommateurs. »

## Le Niger abroge une loi interdisant le trafic de migrants, l'Union Européenne s'inquiète

Depuis l'arrivée au pouvoir de la junte militaire en juillet dernier, l'État africain change de politique. Ce lundi 27 novembre, il a abrogé une loi qui permettait un contrôle des flux migratoires en coopération avec l'Union Européenne.

Ce lundi 27 novembre, le Niger a annoncé l'abrogation d'une loi qui interdisait le trafic illégal de migrants. En 2015, elle a été votée sous les encouragements de l'Union Européenne, alors en pleine crise migratoire. Elle sanctionnait de trois à dix ans d'emprisonnement et 1 à 5 millions de francs CFA d'amende (7 500 euros), toute personne qui assurait l'entrée ou la sortie illégale au Niger d'un non-ressortissant ou non-résident permanent.

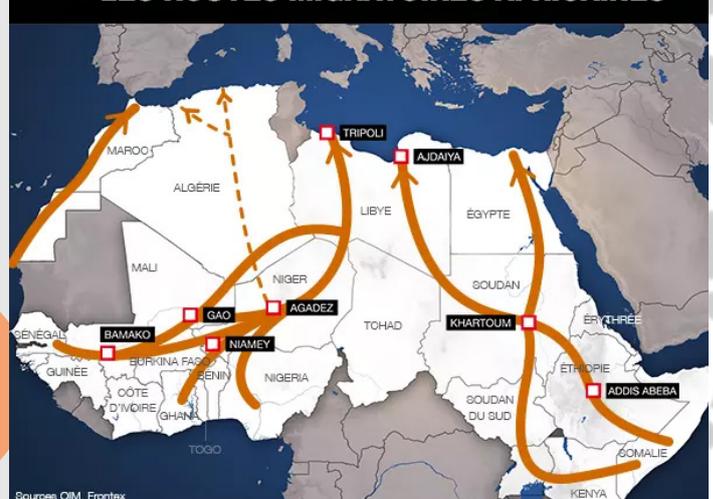
Le Niger était jusqu'à présent un allié de l'Union Européenne dans la gestion des flux migratoires. Cependant, depuis le renversement du président Mohamed Bazoum le 26 juillet

2023, la collaboration se rompt petit à petit.

Cette loi avait été particulièrement efficace. Le nombre de migrants ouest-africains qui traversaient la frontière nigérienne en vue d'atteindre l'Europe avait chuté de 350 par jour à 100 par semaine. Mais le pouvoir nigérien asphyxié par les sanctions économiques de la CEDEAO, espère d'une part faire renaître une économie perdue : celle du trafic illégitime de migrants ; et d'autre part montrer son indépendance par rapport aux attentes européennes.

Marny Poyet

### LES ROUTES MIGRATOIRES AFRICAINES



Les migrants africains sont de plus en plus nombreux à vouloir entrer en Europe. Carte de 2017 © RFI

### LEXIQUE

- **CEDEAO** : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Après le coup d'État, l'organisation a suspendu toutes transactions commerciales avec le Niger.
- **Al-Qaïda** : mouvement islamiste créé en 1987, qui se bat pour l'instauration d'un régime islamiste dans les pays musulmans et pour la destruction des puissances occidentales présentes dans le monde musulman.
- **Sahel** : Région définie par un climat de transition entre le climat désertique et le climat soudanien, s'étendant de Dakar à la mer Rouge.

## Au Mali, une enquête est ouverte sur des chefs d'Al-Qaïda et des séparatistes touareg

Le mardi 28 novembre, une enquête a été ouverte par le gouvernement malien à l'encontre de leaders du mouvement d'Al-Qaïda et de séparatistes touareg pour des actes de terrorisme.

Le procureur général de la cour d'appel de Bamako a délivré un communiqué de presse concernant l'ouverture d'une enquête sur plusieurs dirigeants de mouvements islamiques. Il s'agit de Lyad Ag Ghali et de Hamadoun Kouffa, tous deux dirigeants d'Al-Qaïda au Sahel. Six responsables séparatistes touaregs sont également mentionnés dans l'enquête. Les accusations qui leur sont portées sont d'une extrême gravité selon le procureur : " actes de terrorisme, financement du terrorisme et détention illégale d'armes de guerre". Dans le communiqué est aussi précisé que les six séparatistes touareg sont "signataires de l'accord

pour la paix et la réconciliation issus du processus d'Alger [mais ont] basculé dans le terrorisme". Ces accords, signés en 2015 à Bamako, visaient à mettre fin à la Guerre du Mali, après des négociations entre le gouvernement malien et la coordination des mouvements terroristes du nord du pays. Le traité qui en a découlé comprend la restauration de la paix avec entre autres, la formation d'une nouvelle armée avec d'anciens groupes armés, des projets de développement particulier pour le Nord du pays - particulièrement touché par le terrorisme -, et des efforts pour favoriser le dialogue.

### Quelle situation au Mali ?

Le Mali connaît une situation politique extrêmement tendue. Depuis 2012, une guerre est en cours entre les juntes militaires au pouvoir et les groupes terro-



Lyad Ag Ghali, qui dirige le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) affilié à Al-Qaïda, à Kidal, dans le nord du Mali, en août 2012. © ROMARIC OLLO HIEN / AFP

ristes. Les accords d'Alger avaient permis une accalmie en 2015. Mais depuis août, le nord du pays connaît une intensification des confrontations militaires, accentuées par le retrait de l'ONU et de la mission de la coopération des troupes françaises, l'opération Barkhane.

Manon Prunier

## L'emblème de la diplomatie américaine, Henry Kissinger, disparu à l'âge de 100 ans

Il est considéré comme celui qui a façonné la diplomatie américaine et redéfini le paysage géopolitique mondial à son époque. Décédé mercredi 29 novembre à l'âge de 100 ans, Henry Kissinger laisse derrière lui un héritage complexe, entre influences et controverses, héros et bourreau.

Henry Kissinger naît en Allemagne en 1923. Sa famille juive fuit le nazisme pour s'établir aux États-Unis en 1938. Brillant, il est recruté par les services de renseignement militaires en 1943 et est envoyé en Europe au cours de la Seconde Guerre mondiale. En 1950, il obtient la mention honorifique la plus élevée pour sa licence en science politique à Harvard. Quatre ans plus tard, il est professeur à la célèbre université. Richard Nixon, élu en 1969, le nomme **secrétaire d'État** en 1973. En combinant les deux casquettes, Kissinger est la clef de voûte de la diplomatie américaine, à une époque où le pays est considéré comme le gendarme du monde. On lui reconnaît de grandes décisions : l'initiation de la **détente**

entre URSS et USA à l'époque de la Guerre Froide, dégel des relations avec la Chine communiste de Mao. Mais aussi des polémiques. Il est accusé notamment d'avoir participé à faire durer la guerre du Vietnam, causant des milliers de morts inutiles, et d'avoir supervisé des bombardements massifs au Nord du pays pour forcer la main au mouvement communiste d'Hô-Chi-Minh. Pourtant, en 1973, il reçoit le prix Nobel de la Paix le plus controversé de l'histoire pour la signature d'un cessez-le-feu entre les deux Vietnam, aux côtés du Duc Tho, ce dernier le refuse.

Kissinger est aussi critiqué pour son soutien à des régimes autoritaires. Un mois avant de recevoir son prix Nobel, il avait encouragé le coup d'état mili-



Henry Kissinger en 1973 © U.S. Department of State

taire au Chili qui déchût le gouvernement démocratique de Salvador Allende pour laisser place au pouvoir autoritaire de Pinochet.

Arno Souadia

### LEXIQUE

**Détente** : phase d'apaisement des relations entre les États-Unis et l'URSS pendant la Guerre Froide entre 1962 et 1979, elle fait suite à la crise des missiles de Cuba

**Secrétaire d'État** : équivalent du ministre des Affaires étrangères en France.



## Biden reçoit le président angolais à Washington : objectif contre la Chine ?



Les deux chefs d'États se sont rencontrés dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche. © Reuters

Le 30 novembre dernier, le président américain Joe Biden a accueilli son homologue angolais, João Lourenço, à la Maison-Blanche, marquant une étape cruciale vers le renforcement des liens afro-américains.

Privilégiant cette rencontre à la COP 28, Biden a annoncé un investissement

d'un milliard de dollars dans le «couloir Lobito», un projet stratégique reliant la République démocratique du Congo et la Zambie via le port de Lobito en Angola. Cet engagement vise à stimuler le développement régional, offrant à l'Afrique des opportunités de croissance.

Au-delà des frontières économiques, ce partenariat vise également à contrer l'influence chinoise en Afrique. La rencontre a aussi été marquée par la signature du pays des accords Artemis. Menés par les États-Unis, ils ont pour objectif de ramener les humains sur la Lune d'ici 2025 et de prévenir les conflits dans l'exploration spatiale, grâce à l'engagement des signataires de respecter le droit spatial. L'Angola est le troisième pays africain - après le Nigeria et le Rwanda - à rejoindre cette initiative. Alors qu'aucun président américain ne s'est rendu en Afrique depuis Barack Obama en juillet 2015, ce rapprochement pourrait ouvrir la voie à une future visite de Joe Biden sur le continent.

Timothée Thomas-Collignon

# FOCUS PHOTO

## L'art de la Résistance

Des combattants ukrainiens ont accepté après des mois de négociations, de reproduire en photo un tableau d'Ilya Répine, datant de la fin du XIXème siècle. Un projet du français Émeric Lhuisset, qui donne vie à l'œuvre J'entends au loin la réponse des cosaques.



Tableau du peintre Ilya Répine de la fin du XIXème siècle, *Les cosaques zaporogues écrivant une lettre au sultan de Turquie*

Photographie d'Émeric Lhuisset prise le 1er septembre 2023, J'entends au loin la réponse des cosaques

Un an et demi de négociations a été nécessaire. C'est la force de persuasion d'un photographe français, Émeric Lhuisset, qui a donné vie à la reproduction grandeur nature des Cosaques zaporogues écrivant une lettre au sultan de Turquie, de Répine. Depuis 2022, il négocie avec l'armée le lieu, la mise en place, les autorisations qui ont permis à cette photographie d'être dévoilée la semaine dernière.

En août 2022 à Lviv où il prend des clichés de soldats inconnus, la réplique devenue célèbre d'un soldat de l'Île des Serpents, lancée face à un navire russe, le premier jour de l'invasion de l'Ukraine, est affichée partout. Elle le frappe. « Navire russe, va te faire foutre », inscrit sur des magnets, des serviettes,

des t-shirts, des mugs. Une répartition qui lui rappelle instantanément le tableau du peintre cosaque Répine, immortalisant le combat de ses ancêtres face aux turcs. Ancêtres qui sont aussi ceux des soldats ukrainiens aujourd'hui. Envahisseur turc ou russe, même combat, même satire. Émeric Lhuisset découvre que le militaire à l'origine de la réplique n'a pas péri dans le bombardement de son bateau. Fait prisonnier par les Russes, il est rendu à sa patrie dans la plus grande discrétion, un mois plus tard, ainsi que le reste des hommes du navire, en échange de prisonniers de guerre. Après un échange sur les réseaux sociaux, le héros national se laisse convaincre. Il figurera sur la photo.

Reste à persuader les hauts placés qui craignent pour la vie de leurs soldats. Le risque d'une attaque alors que la prise de vue de quarante soldats se fait à découvert, au bord du Dniepr, est important. Poussés par leurs escadrons, ils cèdent mais exigent une préparation millimétrée pour rester le moins de temps possible sans défense. Un mois de préparation pour un cliché pris en dix minutes, le 1er septembre 2023. Émeric Lhuisset a troqué les pinceaux pour un objectif, et l'art de la résistance continue de traverser les siècles.

Rebecca Sannino

## Un Gambien condamné à la perpétuité en Allemagne, une particularité juridique

Judi 30 novembre, le Gambien Bai Lowe a été condamné à la perpétuité pour **crime contre l'humanité**. Il faisait partie des « Jungler », un groupe paramilitaire et garde rapprochée de l'ancien président de la Gambie, Yahya Jammeh, déchu en 2017. Cet ancien militaire était arrivé au pouvoir en 1996 par un coup d'État et avait instauré un régime autoritaire. Les élections législatives de 2012, déjà mouvementées, avaient conduit le condamné à fuir en Allemagne.

En mars 2021, il a été interpellé à Hanovre, et inculpé pour meurtres, tentatives de meurtres et pour avoir été le chauffeur des assassins du journaliste gambien, Deyda Hydara, mort en 2004. Son procès s'est déroulé à Celle, dans le nord du pays. Si le procès s'est déroulé en Allemagne, c'est que le pays peut juger un crime contre l'humanité en vertu du principe juridique de la compétence universelle, créée par la signature des Conventions de Genève en 1949, elle autorise un pays à juger des crimes contre l'humanité même s'ils n'ont pas eu lieu sur son sol. Ralf Günther, le juge, a précisé que le tribunal a demandé aux autorités gambiennes de les assister dans le procès. La demande est restée sans réponse

Flavie Roussel

### C'est quoi : le **crime contre l'humanité** ?

Attention à l'utilisation de ce terme. Quand un crime est désigné comme « crime contre l'humanité », un tribunal en a débattu et l'a officialisé. Ce terme date de la Révolution française, mais c'est après la Seconde Guerre mondiale que sa définition est inscrite dans le droit international. Elle est utilisée pour la première fois pour juger les chefs nazis lors des procès de Nuremberg. La Charte de Nuremberg définit ce crime comme « l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout autre acte inhumain commis contre les populations civiles avant ou pendant la guerre, ou les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux lorsque ces actes ou persécutions sont perpétrés en liaison avec un crime relevant de la juridiction du tribunal, que ce soit ou non en violation de la loi du pays où il est perpétré ».



## L'armée russe continue les offensives, l'Ukraine les repousse... où en est le conflit en ce début du mois de décembre ?

Ils sont déjà 1,5 million, sur le front ukrainien, pourtant Vladimir Poutine a ordonné par décret une augmentation de 15% des effectifs. Dans le même temps, l'Ukraine a déplacé le conflit sur le territoire russe en faisant sauter des convois de produits pétroliers sur la voie ferroviaire Baïkal-Amour. Voie stratégique, celle-ci traverse l'intégralité du pays.

Sur le territoire ukrainien, les forces russes poursuivent l'offensive dans l'Est du pays, et « étendent leurs zones de contrôle », a affirmé le ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou. Il assure que les capacités de combat ukrainiennes ont été considérablement réduites dans

les combats. Une déclaration qui vise à encourager les troupes russes et apeurer l'ennemi. Dans le même temps, l'Ukraine maintient les positions acquises ces derniers mois.

Voyons de plus près : sur le front Nord-Est du pays, le secteur de la ville de Koupiansk reste très actif et les attaques russes se poursuivent. Au Centre-Est du conflit, les Forces armées de la Fédération de Russie (FAFR) ont saisi Khromove et les Forces armées ukrainiennes (FAU) s'installent en défensive. Dans le Sud du conflit, les FAU continuent de transférer des troupes vers la ville de Krinky.

Les FAFR continuent les offensives sur l'ensemble des fronts et maintiennent une puissance de frappe considérable face aux défenses ukrainiennes. Mais des deux côtés, l'hiver qui s'installe est une menace. Le froid pourrait saper le moral des troupes, mais aussi des civils. Une faiblesse sur laquelle les deux camps pourraient jouer.

Joris Rollier

# FRANCE

## Le procès du Garde des Sceaux reste un signe rassurant pour notre démocratie

Un ministre en exercice jugé par la **Cour de Justice de la République** peut choquer. Mais cela signifie que la République se porte bien. Défendre l'État de droit est peut-être préférable à d'autres manœuvres politiques en Europe, qui ne sont pas traduites en justice actuellement.

Le procès du Garde des Sceaux, Éric Dupond-Moretti, pour prise illégale d'intérêt, s'est ouvert le 6 novembre. Lors de sa mise en examen, il a fait le choix de rester en poste. Après tout, la **jurisprudence Bérégovery-Balladur** ne fait plus foi sous les mandats d'Emmanuel Macron.

Malgré cela, le procès du ministre de la Justice n'est-il pas un signe de bonne santé dans notre démocratie dont on dit qu'elle est en danger ? Le contraire

aurait été inquiétant : qu'un ministre, qui plus est de la Justice, empêche des magistrats d'enquêter contre lui, aurait fait scandale. Ici, il s'est plié aux lois, a laissé faire le cours normal d'une justice qu'il représente. La décision rendue mercredi 29 novembre, de le relaxer, ne contente pas tout le monde, mais elle est la conclusion d'un procès mené en bonne et due forme, selon l'État de droit.

### D'autres États de droit en danger

On ne peut pas en dire autant d'autres démocraties en Europe. En Hongrie, le premier ministre Viktor Orbán, qui conduit un quatrième mandat, s'emploie à limiter l'exercice de la démocratie. Dans son pays, il restreint la liberté de la presse ou réforme la Cour constitutionnelle. Plus récemment, en Espagne, le premier

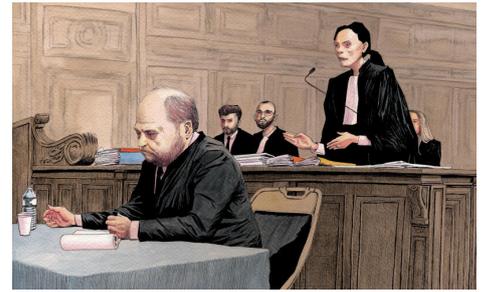


Illustration d'une audience au sein de la CJR ©Ivan Brun, pour Le Monde

ministre Pedro Sanchez, réélu en septembre, propose un accord avec la Catalogne pour obtenir une majorité au Parlement. Cet achat de voix dénoncé par tous les autres partis, ne fait toujours pas l'objet de la plainte. Il vaut peut-être mieux voir les ministres passer en justice, plutôt que de les entendre parler de **démocratie illibérale**.

Rebecca Sannino

## LEXIQUE

**Jurisprudence Bérégovery-Balladur** : pratique du droit constitutionnel français selon laquelle un ministre mis en cause dans une affaire judiciaire peut être contraint de quitter ses fonctions.

**Cour de Justice de la République** : Juridiction spécialisée, chargée de juger les membres du Gouvernement pour les actes commis dans l'exercice de leurs fonctions

**Démocratie illibérale** : régimes politique respectant certaines règles démocratiques (élections), mais réduit les libertés individuelles ou publiques au mépris des lois constitutionnelles en place

**Intelligence Online** : publication numérique consacrée aux services de renseignement d'État, tous pays confondus (DGSE, CIA, NSA, MI6, etc).



## L'Ouzbékistan devrait acquérir 24 chasseurs-bombardiers Rafale français

L'ancienne république soviétique pourrait accueillir dans son escadrille une vingtaine de chasseurs français, les fameuses rafales. Un choix étonnant, actuellement, le pays est équipé entièrement d'avions d'origine Russe ou Soviétique. Il reste d'ailleurs proche de Moscou, Pékin ou encore d'Ankara, des rivaux de l'Hexagone. Les précédentes commandes passées par l'armée ouzbek auprès de la France sont presque anecdotiques (40 millions d'euros par an sur la période 2013-2022).

La demande fût sans doute initiée par la visite du président Macron au début du mois de novembre. Une première depuis François Mitterrand, en 1994. Il ne devait être question que d'énergie, de ressources minières et d'échanges commerciaux (l'Ouzbékistan étant un des principaux



Le montant de la transaction devrait s'élever à plus d'1 milliard d'euros. L'échange le plus onéreux entre les deux pays. © Björn Trotzki/IMAGO via Reuters

fournisseurs d'uranium de la France). Or, Intelligence Online rapportait la semaine passée que l'Ouzbékistan a aussi fait part de son intérêt pour l'avion de combat français.

Joris Rollier

## Japon : un aéronef américain s'écrase en mer

Un aéronef militaire américain s'est crashé au large du Japon dans la nuit de mardi à mercredi. Le Japon demande à l'armée américaine la suspension des vols sur le **territoire nippon**.

L'appareil, un Osprey CV-22B de la base aérienne américaine de Yokota, au sud-ouest de Tokyo, transportait huit membres d'équipage et effectuait une mission d'entraînement de routine. Le crash de l'engin, qui a eu lieu au large de l'île de Yakushima, a fait six morts, les corps des deux passagers restants n'ont à cette heure [4 décembre] pas été retrouvés.

Le Japon a demandé à l'armée américaine de suspendre les vols d'Osprey sur le territoire nippon jusqu'à ce que leur sécurité « soit établie », a expliqué le ministre japonais de la Défense Minoru Kihara. L'armée américaine n'a pas encore donné son accord pour suspendre ses vols. Les États-Unis, qui se sont engagés à défendre le Japon



L'appareil est développé par Bell Hélicoptère et Boeing. Il combine les caractéristiques d'un hélicoptère et d'un avion. © AFP

après sa défaite lors de la Seconde Guerre mondiale, disposent d'environ 54 000 soldats dans le pays, dont un grand nombre dans la chaîne d'îles méridionales, stratégiquement importante.

### De nombreux accidents

La fiabilité de cet engin hybride fait débat depuis de nombreuses années en raison de nombreux accidents mortels. En 2022, quatre **marines** américains en exercice pour l'OTAN ont perdu la vie en Norvège dans le crash de leur Osprey. Ces accidents sont vus d'un mauvais œil par la

population japonaise. Cependant, les vols de ces engins sont rarement suspendus. En 2016, à la suite d'un incident, des protestations locales avaient forcé les forces américaines à suspendre les vols de ces appareils au Japon quelques jours. Lors d'un atterrissage d'urgence au large d'Okinawa, l'appareil américain s'était crashé en mer, sans tuer les membres d'équipage.

Les décisions prises à la suite du récent drame pourraient influencer non seulement l'avenir du V-22 Osprey, mais aussi la conception et le déploiement d'appareils hybrides similaires à l'avenir.

Lila Rollet

### LEXIQUE

« **Marines** » : membres de l'armée de mer américaine, l'US Navy

**Territoire nippon** : territoire japonais

**Birmanisation** : politique de favoritisme de la population birmane au détriment des autres groupes ethniques présents dans le pays



## Myanmar : la rébellion des insurgés fait trembler le pouvoir en place

Depuis le coup d'État militaire de 2021, le Myanmar, ex-Birmanie, est plongé dans un conflit entre autorité et minorités. Le pays est marqué depuis des années par le phénomène de « **birmanisation** » qui engendre violences et persécutions sur les communautés minoritaires. Ces dernières semaines, les groupes armés de certaines d'entre elles, ont lancé une offensive d'insurrection contre l'armée au pouvoir, la Tatmadaw, d'une ampleur et d'une intensité considérables. Le 27 octobre dernier, des attaques coordonnées dans les États Shan, Rakhine et Karen ont sérieusement affaibli la junte militaire. Depuis plusieurs semaines maintenant, ces différents groupes d'insurgés qui forment « l'alliance démocratique nationale de Birmanie », ont pris le contrôle de six avant-postes. Trois d'entre eux sont situés dans la région stratégique de Mongko, près la frontière chinoise, ce qui bloque les relations commerciales entre la Chine, premier fournisseur d'armes de la Tatmadaw, et le Myanmar.

À la mi-novembre, l'ONU dénombrait 70 civils tués et



Les insurgés pro-démocratie sont déterminés à s'emparer d'une capitale d'Etat © AFP

plus de 200 000 personnes déplacées depuis le début des combats, fin octobre. Ces récents développements soulignent la fragilité de la situation dans le pays, accentuée par la brutale répression militaire en réponse aux manifestations post-coup d'État, et aux demandes populaires de retour à un gouvernement civil.

Timothée Thomas-Collignon

# REVUE DE PRESSE

## La COP 28 sous le feu des critiques

Ce jeudi 30 novembre s'est ouverte la 28e conférence des Nations-Unis à Dubaï. Entre controverses, critiques et indignation, la COP fait parler d'elle dans les journaux.

Dès son annonce, la COP28 a suscité des vagues de controverses. Les critiques pleuvent, notamment à l'égard du lieu de la conférence. Alors qu'elle est organisée aux Émirats arabes unis, 7e producteur mondial d'hydrocarbure, beaucoup ont dénoncé un paradoxe criant. Le journal du **New York Times** publie d'ailleurs une analyse sur "les dilemmes d'un pétro-État se préparant à accueillir un sommet sur le climat". L'article aborde deux points de vue. D'un côté celui des militants du climat qui pensent que cela risque de ralentir les négociations. Et de l'autre, celui des responsables émiratis, qui affirment qu'eux aussi font face à des questions difficiles.

Une autre contradiction a suscité l'indignation. Le président de cette conférence, le sultan Ahmed al-Jaber, occupe le poste de PDG de l'ADNOC (Abu Dhabi National Oil Company), première entreprise pétrolière des Émirats arabes unis. Certains éditorialistes, à l'instar d'Alba Ventura sur **RTL**, dénoncent une hypocrisie. Le président de la COP plaide pour une réduction des énergies fossiles plutôt que pour une sortie immédiate, se plaçant ainsi en désaccord avec les directives de l'ONU. Selon la journaliste, "ce n'est pas une nuance, mais un fossé". Malgré leurs promesses, les pays pétroliers ne sont pas

prêts à arrêter les énergies fossiles. Et pour preuve, le média britannique **BBC News** a publié une enquête révélant les intentions de Sultan al-Jaber. Il prévoyait de signer des accords et de conclure des marchés d'export pétroliers avec plusieurs pays pendant l'évènement.

Cependant, les doutes et critiques entourant les conférences climatiques ne sont pas nouveaux. En Afrique, les pays n'ont aucune attente particulière. Bien qu'étant parmi les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre (GES), ils sont pourtant parmi les plus touchés par les conséquences du réchauffement climatique. Cette situation engendre beaucoup de frustration. "Encore le blabla des grands pollueurs et le continent qui trinque toujours !", titrait le quotidien **Aujourd'hui au Faso**. "La voix de l'Afrique sera-t-elle entendue ?", soulignait aussi le journal indépendant **Le Pays**. Ils expriment l'inquiétude que la voix de l'Afrique soit une fois de plus reléguée au second plan dans les discussions.

Les principaux enjeux abordés lors de cette conférence portent sur le bilan mondial de l'Accord de Paris, la sortie des énergies fossiles et la question des pertes et dommages. Le magazine économique **Challenges** a choisi de consacrer sa une au thème brû-

lant de cette conférence : "COP28, le grand recul". Les préoccupations croissantes face à la lenteur des progrès dans la réduction des émissions de GES sont mises en lumière. Malgré l'Accord de Paris, les engagements des États restent insuffisants et leurs émissions sont en hausse. La réduction de la dépendance aux énergies fossiles s'avère également être un défi complexe. Selon **Challenges**, les récentes crises géopolitiques telles que "l'invasion de l'Ukraine et les conflits au Moyen-Orient ont renforcé les craintes quant à une flambée des prix de l'énergie". Cependant, des lueurs d'espoir subsistent. La tendance à la décarbonisation progresse, et les énergies vertes connaissent un essor. Ces avancées offrent une perspective positive dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Dès le premier jour de la conférence, les États réunis ont adopté de manière inattendue un accord sur la création effective d'un fonds pour financer les dégâts causés par le changement climatique et soutenir les pays vulnérables. "Une décision majeure", met en avant le journal français **Le Monde**.

Sacha Rannou

